

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling*

Art. 9. In artikel 6, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling worden de woorden « of aan de overlegging van een bewijs van aanvraag tot inschrijving voor een certificerende opleiding in een door het Waalse Gewest erkend opleidingscentrum » ingevoegd tussen de woorden « door het Waalse Gewest » en « en aan de voorwaarde bedoeld in artikel 19bis ».

HOOFDSTUK III. — *Overgangs-, inwerkingtredings- en slotbepaling*

Art. 10. Dit besluit is niet van toepassing op de productie-eenheden die aan een milieuvergunning of een eenmalige vergunning onderworpen worden en een definitieve vergunning verkregen hebben op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, noch op de productie-eenheden waarvan de installatie het voorwerp is van de RGIE-controle op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014, onder voorbehoud van het tweede lid.

Artikel 15, § 1bis, elfde tot dertiende lid, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, zoals ingevoegd bij artikel 4 van dit besluit, is vanaf 1 januari 2015 van toepassing op de fotovoltaïsche installaties met een vermogen van meer dan 10 Kw.

Art. 12. De Minister bevoegd voor het energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203157]

27 MARS 2014. — Arrêté ministériel fixant les procédures de notification des îlots de conservation et de marquage des arbres morts, des arbres d'intérêt biologique et des îlots de conservation dans les sites Natura 2000 et dans les sites candidats au réseau Natura 2000

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 28, § 2, inséré par le décret du 22 mai 2008, l'article 28bis, inséré par le décret du 22 décembre 2010, l'article 31, alinéa 3, modifié par le décret du 22 décembre 2010 et l'article 31, alinéa 4, modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000, l'article 2, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 et dans la structure écologique principale, les articles 32 et 33, § 2, 2°;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 prévoit des mesures relatives à la désignation d'îlots de conservation, au maintien d'arbres morts et d'arbres d'intérêt biologique dans les propriétés de plus de deux hectares et demi situées en sites Natura 2000 ou en sites candidats au réseau Natura 2000;

Considérant que l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 prévoit que la désignation des îlots de conservation est consignée sur des documents cartographiques notifiés à l'administration selon les modalités arrêtées par le Ministre;

Considérant que les articles 32 et 33, § 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 et dans la structure écologique principale prévoit l'obligation pour le propriétaire souhaitant bénéficier de l'indemnité non agricole prévue à l'article 26 de marquer physiquement sur le terrain les arbres morts, les arbres d'intérêt biologique et les îlots de conservation selon les modalités arrêtées par le Ministre;

Vu l'avis 52.935/4 du Conseil d'Etat donné le 25 mars 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mai 2013,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 : arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

2° arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 : arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 et dans la structure écologique principale.

CHAPITRE II. — Désignation et notification des îlots de conservation

Art. 2. § 1^{er}. En application de l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011, le contour des îlots de conservation est notifié au Directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et Forêts territorialement compétente par tout moyen permettant de conférer une date certaine à la réception de l'acte. Cet envoi consiste en :

- une lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;
- un envoi par des services publics et privés de distribution du courrier express, pourvu qu'un accusé de réception soit délivré;
- une remise auprès de l'inspecteur général ou du directeur contre récépissé;
- une télécopie avec accusé de réception.

§ 2. La notification comprend :

- les nom, prénom et adresse de la personne qui procède à la notification ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom et adresse de la personne mandatée pour introduire la notification;
- un plan cadastral ou sur une carte IGN, ou un photoplan dont l'échelle ne peut être supérieure à 1/10 000^e sur lequel est consigné le contour des îlots de conservation;
- les références des parcelles cadastrales sur lesquelles sont implantés les îlots de conservation, en tout ou partie;
- la dénomination et le code du site Natura 2000 ou site candidat au réseau Natura 2000 concerné.

CHAPITRE III. — Marquage des îlots de conservation, des arbres morts et des arbres d'intérêt biologique

Art. 3. En application des articles 32 et 33, § 2, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012, les îlots de conservation sont matérialisés sur le terrain par le marquage des arbres situés à leur périphérie et qui y sont inclus. Ce marquage consiste en deux traits horizontaux parallèles gravés ou peints sur le tronc ou en une plaquette fixée sur le tronc reprenant le signe précité.

La marque est apposée à une hauteur comprise entre un mètre et deux mètres du sol. Si le marquage se fait au moyen d'une plaquette, celle-ci peut être fixée à plus de deux mètres du sol.

Sont considérés comme marquages, la présence des éléments suivants aux extrémités d'un îlots :

- un chemin au sens de l'article 3, 7^o du Code forestier;
- une route au sens de l'article 3, 24^o du Code forestier;
- un sentier au sens de l'article 3, 25^o du Code forestier;
- un coupe-feu;
- un milieu ouvert permanent;
- un cours d'eau ou un plan d'eau.

Art. 4. En application de l'article 32 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012, sur le terrain, les arbres morts couchés sont marqués sur la base du tronc par un triangle (Δ) gravé ou peint ou au moyen d'une plaquette fixée sur le tronc reprenant le signe précité.

En ce qui concerne les arbres sur pied, cette marque est apposée à une hauteur comprise entre un mètre et deux mètres. Si le marquage se fait au moyen d'une plaquette, celle-ci peut être fixée à plus de deux mètres du sol.

Art. 5. En application de l'article 32 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012, sur le terrain, les arbres d'intérêt biologique sont marqués par un triangle sans sa base (Δ) gravé ou peint sur le tronc ou au moyen d'une plaquette fixée sur le tronc reprenant le signe précité.

La marque est apposée à une hauteur comprise entre un mètre et deux mètres. Si le marquage se fait au moyen d'une plaquette, celle-ci peut être fixée à plus de deux mètres du sol.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 6. Les documents cartographiques consignants les îlots de conservation sont considérés comme des documents cartographiques au sens du présent arrêté lorsque ceux-ci ont été notifiés au Directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et Forêts territorialement compétente avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et pour autant que ceux-ci comprennent au minimum :

- les coordonnées du notifiant;
- un document cartographique montrant le contour de l'îlot à une échelle maximale de 1/10 000^e;
- le code du site Natura 2000 ou site candidat au réseau Natura 2000 concerné.

Les marques imprimées ou peintes sur les îlots de conservation, les arbres morts et les arbres d'intérêt biologique réalisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté en vue d'en assurer leur identification sur le terrain sont considérées comme des marques au sens du présent arrêté lorsqu'elles permettent une identification claire et univoque des objets désignés et lorsque celles-ci ont été notifiées au directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et Forêts territorialement compétente avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7. Le Ministre de l'Agriculture, la Ruralité, la Nature et la Forêt est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mars 2014.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203157]

27. MÄRZ 2014 — Ministerialerlass zur Festlegung der Verfahren zur Notifizierung der Erhaltunginseln und der Markierung der abgestorbenen Bäume, der biologisch wertvollen Bäume und der Erhaltunginseln in den Natura 2000-Gebieten und in den um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, des Artikels 28, § 2, eingefügt durch das Dekret vom 22. Mai 2008, des Artikels 28bis, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2010, des Artikels 31, Absatz 3, abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010, und des Artikels 31, Absatz 4, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, des Artikels 2, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, der Artikel 32 und 33, § 2, 2°;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 Maßnahmen vorsieht, in Bezug auf die Bezeichnung von Erhaltunginseln und auf die Aufrechterhaltung von abgestorbenen Bäumen und von biologisch wertvollen Bäumen in den Eigentümern von mehr als zweieinhalb Hektar, die sich in Natura 2000-Gebieten und in um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten befinden;

In der Erwägung, dass der Artikel 2, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 vorsieht, dass die Bezeichnung der Erhaltunginseln auf kartographischen Dokumenten eingetragen wird, die der Verwaltung nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten zugestellt werden;

In der Erwägung, dass die Artikel 32 und 33, § 2, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur vorsieht, dass die Privateigentümer die abgestorbenen Bäume, die biologisch wertvollen Bäume und die Erhaltunginseln nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten an Ort und Stelle markieren müssen, um die in Artikel 26 erwähnte nicht landwirtschaftliche Entschädigung in Anspruch zu nehmen;

Aufgrund des am 25. März 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 52.935/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 17. Mai 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011: Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012: Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur.

KAPITEL II — Bezeichnung und Notifizierung der Erhaltunginseln

Art. 2 - § 1. In Anwendung von Artikel 2, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 werden die Konturen der Erhaltunginseln dem Direktor der örtlich zuständigen Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen durch jegliches Mittel zugestellt, durch das dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann. Diese Einsendung besteht in:

- einem Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;
- einer Einsendung durch öffentliche oder private Express-Post-Dienste, sofern eine Empfangsbestätigung ausgehändigt wird;
- einer Aushändigung beim Generalinspektor oder Direktor gegen Abnahmebescheinigung;
- einer Faxmitteilung mit Empfangsbestätigung.

§ 2. Die Zustellung umfasst:

- Name, Vorname und Anschrift der die Zustellung vornehmenden Person oder, falls es sich um eine juristische Person handelt, ihre Bezeichnung oder ihren Gesellschaftsnamen, ihre Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname und Anschrift der zur Einreichung der Zustellung bevollmächtigten Person;
- einen Katasterplan, einen Plan auf einer Karte IGN oder einen Photoplan, dessen Maßstab 1/10 000 nicht überschreiten darf und auf dem die Konturen der Inseln aufgetragen werden;
- die Referenzen der Katasterparzellen, auf deren die Erhaltungsinseln ganz oder teilweise angesiedelt sind;
- die Bezeichnung und den Code des betroffenen Natura 2000-Gebiets oder des um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden betroffenen Gebiets.

KAPITEL III — *Markierung der Erhaltungsinseln, der abgestorbenen Bäume und der biologisch wertvollen Bäume*

Art. 3 - In Anwendung der Artikel 32 und 33, § 2, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 sind die Erhaltungsinseln vor Ort durch die Markierung der Bäume, die sich am Rande der Inseln befinden und darin eingeschlossen sind, gekennzeichnet. Diese Markierung besteht in zwei horizontalen parallelen Strichen, die auf den Stamm eingeritzt oder aufgemalt werden, oder in einer auf dem Stamm befestigten Plakette mit dem vorerwähnten Zeichen.

Dieses wird auf eine Höhe von einem bis zwei Metern über dem Boden aufgebracht. Im Falle einer Markierung mittels einer Plakette kann diese höher als zwei Meter über dem Boden befestigt werden.

Das Vorhandensein der folgenden Elemente an den Enden einer Insel wird als Markierung betrachtet:

- ein Weg im Sinne von Artikel 3, 7° des Forstgesetzbuches;
- eine Straße im Sinne von Artikel 3, 24° des Forstgesetzbuches;
- ein Pfad im Sinne von Artikel 3, 25° des Forstgesetzbuches;
- eine Brandschneise;
- eine ständig offene Landschaft;
- ein Wasserlauf oder eine Wasserfläche.

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 32 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 werden die bereits gefallenen abgestorbenen Bäume vor Ort durch ein an der Stammbasis eingeritztes oder aufgemaltes Dreieck (Δ) oder durch eine an dem Stamm befestigte Plakette mit dem vorerwähnten Zeichen markiert.

Im Falle von stehenden Bäumen wird das Zeichen auf eine Höhe von einem bis zwei Metern aufgebracht. Im Falle einer Markierung mittels einer Plakette kann diese höher als zwei Meter über dem Boden befestigt werden.

Art. 5 - In Anwendung von Artikel 32 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 werden die biologisch wertvollen Bäume vor Ort durch ein auf dem Stamm eingeritztes oder aufgemaltes Dreieck ohne Basis (Δ) oder durch eine an dem Stamm befestigte Plakette mit dem vorerwähnten Zeichen markiert.

Dieses wird auf eine Höhe von einem bis zwei Metern über dem Boden aufgebracht. Im Falle einer Markierung mittels einer Plakette kann diese höher als zwei Meter über dem Boden befestigt werden.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 6 - Die kartographischen Dokumente, auf den die Erhaltungsinseln eingetragen sind, werden als kartographische Dokumente im Sinne des vorliegenden Erlasses betrachtet, wenn sie dem Direktor der örtlich zuständigen Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zugestellt wurden und sofern sie zumindest folgende Elemente umfassen:

- den Namen und die Anschrift der zustellenden Person;
- ein kartographisches Dokument mit den Konturen der Erhaltungsinsel in einem maximalen Maßstab von 1/10 000;
- den Code des betroffenen Natura 2000-Gebiets oder des um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden betroffenen Gebiets.

Die Zeichen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die Erhaltungsinseln, die abgestorbenen Bäume und die biologisch wertvollen Bäume zwecks deren vor Ort Identifizierung bedruckt oder aufgemalt wurden, werden als Zeichen im Sinne des vorliegenden Erlasses betrachtet, wenn sie eine klare und eindeutige Identifizierung der bezeichneten Gegenstände ermöglichen und wenn sie dem Direktor der örtlich zuständigen Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zugestellt wurden.

Art. 7 - Der Minister für Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur und Forstwesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 27. März 2014

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203157]

27 MAART 2014. — Ministerieel besluit tot bepaling van de mededelingsprocedures voor de instandhouding van kleine landschapselementen en van voor het merken van dode bomen, van biologisch waardevolle bomen en van de kleine, in stand te houden landschapselementen in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 28, § 2, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001, gewijzigd bij het decreet van 22 mei 2008, artikel 28bis, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2010, artikel 31, derde lid, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 en artikel 31, vierde lid, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, inzonderheid op de artikelen 32 en 33, § 2, 2°;

Overwegende dat het ministerieel besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 voorziet in de bepaling van de aanwijzingsprocedures van de instandhoudingseilanden, het behoud van dode bomen en van biologisch waardevolle bomen in eigendommen van meer dan twee en een halve hectare gelegen in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Overwegende dat artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 bepaalt dat de aanwijzing van de instandhoudingseilanden wordt opgenomen in cartografische documenten die volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten aan de administratie meegedeeld worden;

Overwegende dat de artikelen 32 en 33, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur in de verplichting voorziet voor de eigenaar die in aanmerking wenst te komen voor de niet-agrarische vergoeding bedoeld in artikel 26 om de dode bomen, de biologisch waardevolle bomen en de instandhoudingseilanden op het fotoplan fysisch te markeren op het terrein volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten;

Gelet op het advies nr. 52.935/4 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 mei 2013,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011: het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

2° besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012: het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur.

HOOFDSTUK II. — *Aanwijzing en mededeling van de instandhouding van kleine landschapselementen*

Art. 2. § 1. Overeenkomstig artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011, wordt de omtrek van de kleine, in stand te houden landschapselementen gemeld aan de Directeur van de territoriaal bevoegde Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen door elk middel dat de ontvangstdatum van de akte waarborgt. Deze zending bestaat uit :

- een ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;
- een zending door privé en openbare koeriersdiensten vooropgesteld dat een bericht van ontvangst wordt afgegeven;
- een overhandiging bij de inspecteur-generaal of de directeur tegen ontvangstbewijs;
- een telefax met ontvangstbericht.

§ 2. De melding omvat :

- de naam, voornaam en adres van de persoon die belast is met de mededeling of, in geval van een rechtspersoon, zijn benaming of zijn rechtsvorm, zijn handelsnaam, het adres van de maatschappelijke zetel alsook de naam, voornaam en adres van de persoon die gemachtigd is om de mededeling in te dienen;
- een kadastraal plan of op een NGI-kaart, of een fotoplan met een schaal van maximum 1/10 000 waarop de omtrek van het kleine, in stand te houden landschapselement wordt vermeld;
- de kadastrale percelen waarop de kleine, in stand te houden landschapselementen geheel of gedeeltelijk gevestigd zijn;
- de benaming en de code van de betrokken Natura 2000-site of de site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net.

HOOFDSTUK III. — *Merken van de kleine, in stand te houden landschapselementen,
van de dode bomen en van biologisch waardevolle bomen*

Art. 3. Overeenkomstig de artikelen 32 en 33, § 2, 2^o, van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012, worden de kleine, in stand te houden landschapselementen op het terrein zichtbaar gemaakt door het merken van de bomen in de onmiddellijke omgeving ervan en die daarbij zijn inbegrepen. Dit merken bestaat uit twee horizontale parallelle strepen die op de stam gekrast of geschilderd worden of uit een plaat met voornoemd teken die op de stam wordt gevestigd.

Dit merken kan worden aangebracht op een hoogte tussen een en twee meter van de grond. Bij gebruik van een plaat, kan deze plaat worden gevestigd op meer dan twee meter van de grond.

De volgende elementen op de uiteinden van een klein, in stand te houden landschapselement worden beschouwd als merken:

- een pad in de zin van artikel 3, 7^o van het Boswetboek;
- een weg in de zin van artikel 3, 24^o van het Boswetboek;
- een voetpad in de zin van artikel 3, 25^o van het Boswetboek;
- een brandgang;
- een vast open milieu;
- een waterloop of een watervlak.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 32 van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012, worden liggende dode bomen op het terrein gemerkt met een driehoek (Δ) die aan de voet van de stam wordt gekrast of geschilderd of door middel van een plaat met voornoemd teken die op de stam wordt aangeplakt.

Wat betreft staande bomen, wordt dit merken aangebracht op een hoogte tussen een en twee meter. Bij gebruik van een plaat, kan deze plaat worden gevestigd op meer dan twee meter van de grond.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 32 van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012, worden biologisch waardevolle bomen op het terrein gemerkt met een driehoek (Δ) die op de stam wordt gekrast of geschilderd of door middel van een plaat met voornoemd teken die op de stam wordt aangeplakt.

Dit merk wordt aangebracht op een hoogte tussen een en twee meter. Bij gebruik van een plaat, kan deze plaat worden gevestigd op meer dan twee meter van de grond.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen.*

Art. 6. De cartografische documenten waarop de kleine, in stand te houden landschapselementen worden opgenomen, worden beschouwd als cartografische documenten in de zin van dit besluit wanneer ze aan de Directeur van de territoriaal bevoegde Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden meegedeeld en voor zover ze minstens wat volgt bevatten :

- de personalia van de kennisgever;
- een cartografisch document waarbij de omtrek van het landschapselement op een schaal van maximum 1/10 000 wordt vermeld;
- de code van de betrokken Natura 2000-site of de site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net.

De merken die op de kleine, in stand te houden landschapselementen, dode bomen en biologisch waardevolle bomen worden afgedrukt of geschilderd vóór de inwerkingtreding van dit besluit om hun identificatie op het terrein te waarborgen, worden beschouwd als merken in de zin van dit besluit wanneer ze een duidelijke en eenduidige identificatie van de aangeduide voorwerpen mogelijk maken en wanneer ze aan de Directeur van de territoriaal bevoegde Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden meegedeeld.

Art. 7. De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur en Bossen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 27 maart 2014.